



Paul Biya, l'actuel président camerounais, célèbre ses 40 ans à la tête du Cameroun confortant sa place parmi les présidents africains qui ont le plus duré au pouvoir.

AA/Cameroun/Peter Kum

En 40 ans, Biya a fait face à des colères populaires et continue à combattre les tensions liées à la crise anglophone dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest et l'insécurité prévalant dans l'Extrême-Nord où sévit Boko Haram, mais rien ne semble le dissuader de se maintenir au pouvoir et de briguer un nouveau mandat en 2025, selon des observateurs.

Premier ministre à l'époque, Paul Biya a accédé au pouvoir le 6 novembre 1982 après la démission du premier président camerounais, Ahmadou Ahidjo, intervenue le 04 novembre. Quatre décennies plus tard, il préside toujours au destin du Cameroun.

C'est en 1962 que l'homme originaire de Mvomeka'a, dans le sud du pays, fait son entrée en politique en tant que chargé de mission à la présidence de la République dans le gouvernement du président Ahmadou Ahidjo.

En 1968, il est nommé secrétaire général à la présidence. Mais c'est à partir de 1975, qu'il accède à de plus hautes responsabilités.

Au moment de son accession à la magistrature suprême, Paul Biya était 1er vice-président du Comité Central de l'Union Nationale Camerounaise (UNC) et Membre du Bureau Politique de ce parti au pouvoir à l'époque.

Un an plus tard, transforme l'UNC en un nouveau parti : le Rassemblement Démocratique du Peuple Camerounais (RDPC). Il est élu président national de ce parti lors d'un congrès tenu le 24 mars 1985 à Bamenda dans le Nord-Ouest.

Il a été élu président de la République pour la première fois le 14 Janvier 1984, réélu le 24 avril 1988, le 11 octobre 1992 (première élection présidentielle au suffrage universel direct avec multiplicité de candidatures au Cameroun), le 11 octobre 1997, le 10 octobre 2004, le 9 octobre 2011 et le 7 octobre 2018.

Deux ans après son arrivée au pouvoir, Paul Biya fait face à une tentative de coup d'État (avril 1984) menée par des officiers de la garde présidentielle.

Le président Biya accuse son prédécesseur Ahidjo d'être le cerveau du putsch avorté. Plusieurs putschistes surtout originaires du grand nord, village d'Ahmadou Ahidjo, sont tués, d'autres sont arrêtés et jetés dans des prisons à travers le pays.

Le 19 décembre 1990, il promulgue la loi sur les associations et les partis politiques restaurant le multipartisme au Cameroun.

En 2006, il lance l'opération « Épervier » censée assainir la classe politique camerounaise, lutter contre la corruption et ainsi rassurer les investisseurs étrangers et bailleurs de fonds internationaux.

Paul Biya est accusé par ses opposants de s'en être servi pour écarter toute personne - ministres ou hauts-fonctionnaires - qui auraient eu trop d'ambition politique.

Plusieurs proches collaborateurs de Biya dont un ancien premier ministre et des ministres accusés d'avoir détourné des fonds publics, sont mis aux arrêts grâce à cette opération.

En avril 2008, l'Assemblée nationale camerounaise adopte un projet de loi constitutionnelle qui supprime la limitation du nombre de mandats présidentiels consécutifs (jusque-là limité à deux).

Cette modification permet à Paul Biya de se maintenir au pouvoir après la présidentielle de 2011.

L'annonce du projet de loi et la hausse des prix de denrées alimentaires avaient entraîné plusieurs jours d'émeutes dans le pays en février 2008. Les violences auraient fait 24 morts selon le gouvernement, plus de 100 selon des ONG, et plus de 1 500 arrestations dans les grandes villes camerounaises.

Grace au poids diplomatique de Biya, le Nigeria a remis en août 2008 la péninsule de Bakassi au Cameroun.

Ce chapelet d'îlots, riches en gaz et en pétrole, avait été l'objet de quinze années de conflit entre les deux pays, qui avaient soumis leur différend à la Cour internationale de Justice. L'instance judiciaire des Nations unies avait ordonné au Nigéria de retirer son armée au 14 août 2008.

Après quelques années d'un calme relatif, Biya est obligé de repartir en guerre cette fois au Nord du pays contre le groupe terroriste nigérian, Boko Haram.

« Le problème Boko Haram a donc cessé d'être uniquement un problème nigérian, il est devenu un problème régional, sinon continental. C'est un groupe qui éloigne les missionnaires, les entrepreneurs, les investisseurs ; appauvrit le pays et veut faire revenir les populations du Nigeria au Moyen-âge. On ne peut pas accepter cela », avait-il déclaré en lançant la guerre contre Boko Haram le 17 mai 2014 lors du Sommet de Paris sur la sécurité au Nigéria.

En 2016, les populations anglophones du Nord-Ouest et du Sud-Ouest se soulevaient pour exiger plus d'équité dans l'accès au développement mais Yaoundé a répondu par la répression. La zone anglophone a été militarisée et les meneurs interpellés.

Ces représailles ont radicalisé les anglophones qui ont par la suite voulu se détacher du reste du Cameroun pour créer leur propre Etat, l'Ambazonie.

Autant de tensions qui ne semblent guère perturber Biya qui pourrait même se présenter en 2025 pour un autre mandat, selon des sources proches de son parti.

La semaine dernière, les élites de la région du centre ont présenté ce qu'ils ont appelé l'« Appel solennel de la Lékié à Monatélé pour un consensus national en vue de la candidature du président Paul Biya à l'élection présidentielle de 2025 ».

« Ne dure pas au pouvoir qui veut, mais dure qui peut », avait déclaré Biya en juillet 2015 lors de la visite de travail de François Hollande au Cameroun.

À 89 ans et 40 années au pouvoir, Paul Biya fait partie des chefs d'Etat africains qui ont le plus duré au pouvoir.

Surnommé le « Sphinx », Biya vient juste après le doyen Teodoro Obiang Nguema Mbasogo, 78 ans, le président équato-guinéen, au pouvoir depuis 1979 qui totalise à ce jour, 41 ans de présidence sans partage.